



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

N°9

du vendredi 15 décembre 2017

Toulouse



Gropament d'Interès Public entre :



Assemblée générale n°9

du vendredi 15 décembre 2017

Ordre du jour

1. [délibération n°AG171215.01] Adoption du PV de l'assemblée générale n°8 ;

GESTION ADMINISTRATIVE

2. [délibération n°AG171215.02] Point sur les marchés publics passés dans le cadre de la délégation donnée au Directeur en vertu des décisions n°AG160322.06 et AG161209.11 ;
- 2.2 [délibération n°AG171215.02.2] Adoption de la décision budgétaire modificative n°3 du Groupement ;

PROGRAMME D'ACTIVITÉ

3. [délibération n°AG171215.03] Attribution de bourses Ensenhar pour les étudiants des académies de Toulouse et Montpellier ;
4. Point sur les conventions sur l'enseignement de l'occitan dans les académies de Toulouse et Montpellier ;
5. Échanges pour mise en place d'un groupe de travail interacadémique sur la formation initiale dans les ESPE ;
6. Point sur le projet d'élaboration d'une communication sur l'occitan avec l'ONISEP ;
7. [délibération n°AG171215.04] Adoption d'un soutien aux opérateurs (4^{ème} volet) ;
8. Échanges sur l'élaboration, en cours, du plan stratégique de politique linguistique ;

OBJET : ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE N°8

Mesdames, Messieurs,

Lors des précédentes Assemblées générales du Groupement, un procès-verbal de séance a été établi et il convient de le soumettre à votre appréciation.

En conséquence, Mesdames, Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer d'adopter la délibération suivante :

ARTICLE UNIQUE : les procès-verbaux des séances d'Assemblée générale du 17 octobre 2017, ci-annexés, sont approuvés.



Charline CLAVEAU-ABBADIE
Présidente du conseil d'administration

ANNEXE

Annexe du rapport N°AG171215.01

PROCÈS VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE N° 8

du 17 Octobre 2017

Lieu : Conseil Régional Région Occitanie, (*Salle Lomagne*)
22 Bd du Maréchal Juin
31406 Toulouse/Tolosa.

Membres de l'Assemblée générale présents (voix délibératives)

Mme Charline CLAVEAU-ABBADIE, Conseillère régionale de Nouvelle-Aquitaine, Présidente du Groupement,
M. Patric ROUX, Conseiller Régional d'Occitanie, 1^{er} Vice-Président du Groupement,
Mme Mumine OZSOY, Conseillère Régionale de Nouvelle-Aquitaine, Membre,

Autres personnalités présentes :

M. Estève CROS, Directeur du Groupement,
M. Didier AGAR, Inspecteur Pédagogique Régional de l'Académie de Toulouse,
M. Pierre-Jean DUPUY, adjoint honoraire au DRAC d'Occitanie,
M. Jérémie OBISPO, Chef de mission langues et cultures régionales, Région Nouvelle-Aquitaine,
M. Christophe LARROCAN, Chargé de Mission du Groupement,
Mme Pauline LARRIEU, Chargée de Mission du Groupement,
Mme Sarah BEJAOU, Assistante-Gestionnaire du Groupement.

Pouvoir reçu de :

Mme Dominique SALOMON, en faveur de M. Patric ROUX,
M. Laurent ROTURIER, en faveur de Mme Charline CLAVEAU-ABBADIE,
M. Marc OXIBAR, en faveur de Mme Charline CLAVEAU-ABBADIE.

Mme CLAVEAU-ABBADIE, Présidente du Conseil d'administration, ouvre la séance et constate que le quorum étant atteint, l'Assemblée générale peut délibérer valablement, conformément à l'article 11.3 de la convention constitutive du Groupement.

La Présidente procède ensuite à l'examen des délibérations.

1. [Délibération n°AG171017.01]
Adoption des PV des l'Assemblées générales n°6 et n°7 ;

La délibération, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité (6 votes).

2. [Délibération n°AG171017.02]
Adoption de la décision budgétaire modificative n°2 du Groupement ;

Le Directeur expose les différentes modifications budgétaires.

La délibération, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité (6 votes).

3. [Délibération n°AG171017.03]
Point sur les marchés publics passés dans le cadre de la délégation donnée au Directeur en vertu des décisions n°AG160322.06 et AG161209.11 ;

La Présidente expose le déroulement du séminaire de l'Office qui s'est tenu en Limousin fin septembre. Ce séminaire a été l'occasion de travailler avec la nouvelle équipe. La Présidente conclut qu'elle serait favorable à un renouvellement de ce séminaire à chaque rentrée.

La délibération, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité (6 votes).

4. [Délibération n°AG171017.04]
Adoption des conventions sur l'enseignement de l'occitan dans les académies de Bordeaux d'une part, et de Limoges d'autre part ;

La Présidente évoque deux situations différentes entre les académies de Limoges et Bordeaux.

Concernant l'académie de Bordeaux, le texte a maintenu les mêmes objectifs établis lors de la dernière convention et non atteints : 1 nouveau site/an/département pour l'enseignement bilingue dans le premier degré. Le texte détaille le protocole d'ouverture des sites bilingues et clarifie l'intervention des différentes parties à chaque étape du processus. La convention est également à la signature de 4 départements : la Dordogne, la Gironde, le Lot-et-Garonne et les Pyrénées-Atlantiques. Le Recteur a indiqué que les stipulations de cette convention, qui sera signée en décembre, ont été mises en oeuvre pour sa part dès septembre.

La Présidente indique que pour l'académie de Limoges, la situation est très différente car il n'y a pas encore pour le moment d'instances de co-pilotage ou de concertation sur la question. Comme par exemple le conseil académique des langues régionales, une instance dont la convocation est pourtant obligatoire d'après les dispositions du code de l'éducation.

La stratégie, en accord avec la Région et le Rectorat, a donc été de faire un l'état des lieux des formations et du potentiel mobilisable en terme de ressources humaines, mais également de déterminer des objectifs minimaux à atteindre sur des territoires prioritaires.

Des conventions académiques spécifiques pour Calandreta seront par ailleurs mises en place.

Mme Mumine OZSOY met en avant le potentiel de certains territoires en Limousin, notamment : Ussel, Meymac, Tulle et les 2 Parc Naturels Régionaux.

Elle explique que la répartition géographique établie dans la convention met à l'écart la Haute-Corrèze, notamment autour d'Ussel. Elle insiste sur le fait que la Haute-Corrèze est une région dynamique dans le domaine de l'occitan.

La Présidente indique son accord afin de travailler sur des ouvertures dans ces territoires si la demande existe.

Elle rappelle par ailleurs le passé institutionnel complexe sur la question des langues régionales dans cette académie.

Elle souligne que la connaissance du territoire apportée par Mme Mumine OZSOY est précieuse pour soulever des manques. Elle explique qu'il serait intéressant que Mme Mumine OZSOY transmette les demandes et informations de terrain à M. Christophe LARROCAN en ce qui concerne l'éducation, afin qu'il puisse identifier de « nouvelles cibles ». Elle conclut que le travail politique à moyen terme est de rechercher l'adhésion des Conseils départementaux.

Mme Mumine OZSOY demande à ce que les informations lui soient transmises afin qu'elle puisse les répercuter. Elle se propose également de faire le relais dans les établissements (Conseil d'administration des lycées...) de cette convention.

La Présidente ajoute qu'il y a un travail à faire au niveau des élus de territoire, qui ne sont pas au courant. Une stratégie de territoire importante est à organiser et ce relais de terrain est censé être mis en œuvre par l'Éducation nationale.

Concernant l'académie de Toulouse, M. Didier AGAR précise qu'un document de travail a été élaboré. Sept des huit départements (hormis l'Ariège) ont précisé être intéressés. Avant la fin de la semaine travail en interne au Rectorat et retour rapide vers l'Office.

M. Patric ROUX suggère que le Directeur du Groupement puisse venir présenter ces conventions en Commission Éducation (approbation de la Présidente en ce qui concerne également la Région Nouvelle-Aquitaine).

M. Jérémie OBISPO souligne qu'habituellement, cela doit être fait en interne des Régions, donc a priori, il serait délicat de faire intervenir le Directeur.

M. Didier AGAR explique que ce serait utile que l'Office prenne rendez-vous avant la fin de l'année civile avec l'Académie de Toulouse.

La Présidente indique qu'un travail technique doit être fait sur l'avant-projet de texte, et qu'ensuite M. Patric ROUX devra en discuter avec la Rectrice. Sur cette base, un envoi aux départements et une proposition de date pour un retour commun avec la Rectrice pourra être effectué. Sur cette académie, certains retours de départements ont été reçus, mais pas encore de retour de la part de la ville de Toulouse.

Le Directeur indique que sur l'académie de Montpellier, des relances sont faites depuis septembre afin d'obtenir un retour sur le texte et également une réunion pour le finaliser.

M. Christophe LARROCAN rappelle que l'office n'a pas de retour formel des départements ni de la ville de Montpellier, et précise qu'un retard plus conséquent est pris relativement à l'académie de Toulouse. Au vu de la situation, la Présidente indique qu'un appui plus politique pourrait être envisagé.

M. Patric ROUX, signale qu'il y a un travail à faire également en lien avec le Département de l'Aude, au même titre que les autres départements et d' être attentifs sur les objectifs et sur la tenue des Conseil Académique des Langues Régionales.

La délibération, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité (6 votes).

5. [Délibération n°AG171017.05]

Attribution de bourses Ensenhar pour les professeurs et étudiants de l'académie de Bordeaux ;

Une présentation de l'attribution des bourses Ensenhar est faite en précisant que celles-ci concernent uniquement les étudiants s'engageant à enseigner en Nouvelle-Aquitaine (académie de Bordeaux). La délibération relativement à la Région Occitanie sera prise à l'Assemblée générale de décembre.

M. Christophe LARROCAN, fait l'état de 21 demandes de bourses pour la Région Occitanie. Il précise que 2 jurys seront organisés pour les entretiens. Il détaille également le schéma d'attribution de l'année prochaine.

La Présidente attire l'attention sur le fait qu'il n'y ait pas de candidats à Limoges. Elle souligne une nécessité de renforcer l'information auprès des académies de Limoges et Poitiers.

Elle évoque également l'idée que l'Office propose aux candidats de la région Occitanie, s'il y a plus de candidats que de bourses, de recevoir des bourses de Nouvelle-Aquitaine.

M. Didier AGAR indique qu'effectivement le nombre de bourses attribuées devrait être augmenté. Le Directeur, précise que, suivant le budget, le nombre de bourses à attribuer peut évoluer.

M. Jérémie OBISPO présente les candidats aux bourses. Il expose également les critères d'évaluation et de sélection en précisant que les méthodes utilisées pour les professeurs et les étudiants sont différentes. Il souligne le fait qu'il n'y a aucun candidat dans le 1er degré et qu'il n'y a pas de formation en occitan à Limoges.

La Présidente exprime la nécessité d'une meilleure information dans l'académie de Limoges et plus généralement sur les bourses "volet étudiant" en général.

Mme Mumine OZSOY s'interroge sur la possibilité et la pertinence des formations à distance pour les élèves.

La Présidente explique qu'au vu des modalités d'enseignement, cela peut être complexe à organiser.

La délibération, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité (6 votes).

**6. [Délibération n°AG171017.06]
Adoption d'un soutien aux opérateurs (3^{ème} volet) ;**

La Présidente fait un récapitulatif sur la situation de l'Institut d'Études Occitanes qui est censé être un chef de file interrégional, mais dont le rôle est questionné (aucune ingénierie ou accompagnement face au délitement de l'action de l'IEO sur l'Aquitaine). Des éléments d'alerte avaient été communiqués à l'IEO il y a plus d'un an mais n'ont engendré aucun effet en retour.

M. Patric ROUX précise qu'aucun effort n'a été fait pour répondre aux sollicitations faites. Il précise en outre que c'est bien le poids symbolique d'un opérateur issu de la résistance qui permet le maintien aujourd'hui d'un financement public au vu de la teneur des projets portés par la structure. Le rôle et la définition de ce que sera l'IEO fédéral gagneraient à être clarifiés.

M. Pierre-Jean DUPUIS, ajoute que le ministère de la Culture (DGLFLF et DRAC Occitanie) avait sollicité une rencontre mais que l'IEO n'avait pas été clair sur le positionnement de leur action.

La Présidente précise que l'IEO souhaiterait avoir plus de moyens financiers mais que la refonte du projet et du positionnement de l'IEO n'est pas une question financière puisque cela n'a pas été enclenché malgré des aides financières conséquentes.

M. Patric Roux estime qu'il convient de comprendre cependant les difficultés de positionnement de la structure au regard de la constitution du Congrès et l'Office.

Mme Pauline LARRIEU fait part du déroulement de sa rencontre avec l'IEO durant laquelle ont été constatés un manque de communication interne au réseau (constat d'évènements organisés le même jour par l'IEO et l'IEO d'Occitanie) et un manque de suivi des actions. Elle précise que l'Office a proposé son soutien, mais que celui-ci semble avoir fait l'objet d'un rejet par l'IEO.

La Présidente fait le constat par ailleurs d'un isolement de l'IEO au regard de son réseau et des autres structures occitanes.

Le Directeur fait part de son inquiétude relativement à la capacité de l'IEO à sortir de cette difficulté de positionnement.

M. Philippe VIALARD souligne qu'il n'y pas de réflexion en amont sur leurs projets. Il précise également qu'une aide pour avancer a été proposée mais qu'il a eu le sentiment que cela n'avait pas retenu l'intérêt de la structure.

La délibération, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité (6 votes).

Échanges sur la méthodologie et le calendrier relatifs à l'élaboration du plan stratégique de politique linguistique ;

Présentation démarche du plan stratégique de politique linguistique par Mme Pauline LARRIEU.

Celle-ci se déroulera en trois phases :

- Phase d'état des lieux ;
- Phase de réflexion et co-construction des axes stratégiques avec les opérateurs ;
- Phase de rédaction du plan d'action.

Le Directeur propose de faire un point sur l'évolution du projet à chaque Assemblée générale. (approbation de l'assemblée).

Autres sujets :

M. Patric ROUX, fait savoir que les employés du CFPO de Toulouse sont en grève générale et illimitée depuis 3 semaines. Il indique qu'il craint que la situation n'arrive à un "pourrissement".

La Présidente indique que l'Office ne peut être ingérant dans ce dossier. En revanche, le soutien à la structure sera bien conditionné, comme pour les autres associations, à ce que la structure soit réellement opérationnelle.

Remerciements et clôture de la séance par la Présidente.

Il est précisé que la prochaine Assemblée générale sera convoquée le 15 décembre prochain.

Pot de départ à la retraite de M. Pierre-Jean DUPUY, Adjoint du Directeur Régional des Affaires Culturelles d'Occitanie.

RAPPORT N°AG171215.02

OBJET : POINT SUR LES MARCHÉS PUBLICS PASSÉS DANS LE CADRE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU DIRECTEUR EN VERTU DES DÉCISIONS N°AG160322.06 et N°AG161206.11

Mesdames, Messieurs,

Suite à la délégation donnée au Directeur pour la réalisation des achats de services et de matériel, lorsque ces crédits sont inscrits au budget et que leurs montants n'excèdent pas 70 000 € (TTC) en vertu des décisions N°AG160322.06 et N°AG161203.11, il vous est proposé de prendre acte du compte rendu de l'exercice de cette compétence.

En conséquence, Mesdames, Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer d'adopter la délibération suivante :

ARTICLE UNIQUE : L'Assemblée générale prend acte de l'exercice de la compétence du Directeur attribuée en vertu des décisions N°AG160322.06 et N°AG161203.11, pour les opérations telles que résumées en annexe.



Charline CLAVEAU- ABBADIE
Présidente du Conseil d'administration

Marchés Publics 2017

Resp.	N° Marché	Intitulé	Titulaire	Forme marché	Publicité	Montant total TTC	Etat	lancement consultation	Date début prestation	Durée (en mois)	Date de fin ou date limite de reconduction des marchés
EC	M17.09	Séminaire OPLO	La closerie	art.30 du décret n°2016-361	sollicitation d'un pretataire	602.40 €	CLOS	23/09/17	23/09/17	0	23/09/17
EC	M17.10	Hébergement des adresses Mail	Tlse Micro	art.30 du décret n°2016-361	sollicitation d'un pretataire	1 299.36 €	CLOS	05/10/17	05/10/17	0.5	05/10/17
EC	M17.11	Location Salle Mairie Millevaches	Mairie Millevaches	art.30 du décret n°2016-361	sollicitation d'un pretataire	30.00 €	CLOS	05/09/17	05/09/17	0	05/09/17
EC	M17.12	Facturation OVH (Hébergement site internet)	Elivert - Created OVH	art.30 du décret n°2016-361	sollicitation d'un pretataire	152.25 €	CLOS	07/11/17	07/11/17	0	07/11/17
EC	M17.13	Commandes livres Prix Jean Moreu	Canopé Les lettres occitanes Per noste	art.30 du décret n°2016-361	sollicitation d'un pretataire	487.86 €	En cours	07/11/17	07/11/17	0	07/11/17
EC	M17.14	Assistance à la concertation	Idées communes	art.30 du décret n°2016-361	sollicitation d'un pretataire	20 410.00 €	En cours	11/10/17	14/11/17	8	14/07/18
EC	M17.15	Ordinateur portable	Tlse Micro	art.30 du décret n°2016-361	sollicitation d'un pretataire	2 145.23 €	En cours	29/11/17	29/11/17	1	29/12/17

OBJET : ADOPTION DE LA DÉCISION BUDGÉTAIRE MODIFICATIVE n°3 DU GROUPEMENT ;

Mesdames, Messieurs,

En vertu de l'article 11.2 de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public, l'Assemblée générale délibère notamment sur ce qui a trait aux modifications budgétaires.

Il s'agit d'adopter une décision budgétaire modificative correspondant à des virements de chapitres à chapitres afin d'engager les dernières charges de l'exercice, en particulier pour ce qui relève de la sensibilisation des lycéens de Nouvelle-Aquitaine à l'occitan.

En conséquence, Mesdames, Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer d'adopter la délibération suivante :

ARTICLE UN : La décision budgétaire modificative n°3 relative à l'exercice 2017, figurant en annexe, est approuvée.

ARTICLE DEUX : Une provision d'un montant de 57 600 € est constituée afin de constater le lancement du marché de sensibilisation des lycéens de Nouvelle-Aquitaine à l'occitan.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Charline Claveau-Abbadie', is positioned above the printed name and title.

Charline CLAVEAU- ABBADIE
Présidente du Conseil d'administration

Annexe

OFFICE PUBLIC DE LA LANGUE OCCITANE		selon nomenclature commune M9				
CHARGES		BP 2017	DBM1 (31/03)	DBM2 (16/10)	DBM3 (15/12)	Nouveau budget
60-ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS		3 100,00 €				3 100,00 €
606 ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES ET FOURNITURES						
607 ACHATS DE MARCHANDISES						
61-ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTÉRIEURS		77 400,00 €			-45 000,00 €	32 400,00 €
611 SOUS TRAITANCE GÉNÉRALE						
612 REDEVANCES DE CRÉDIT-BAIL						
615 ENTRETIEN ET RÉPARATION						
616 PRIMES D'ASSURANCES						
617 ETUDES ET RECHERCHES						
618 FRAIS DE COLLOQUES, SEMINAIRES, CONFÉRENCES						
62-AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS (en relation avec l'activité)		47 500,00 €			-1 300,00 €	46 200,00 €
621 PERSONNEL EXTÉRIEUR À L'ÉTABLISSEMENT						
622 RÉMUNÉRATIONS D'INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES						
623 PUBLICITÉ, PUBLICATIONS, RELATIONS PUBLIQUES						
624 TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL						
625 DÉPLACEMENTS, MISSIONS ET RÉCEPTIONS						
626 FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS						
627 SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILÉS						
63-64-IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS / CHARGES DE PERSONNEL		105 000,00 €	18 000,00 €	-4 000,00 €	-77 500,00 €	41 500,00 €
65-AUTRES CHARGES DE GESTION		1 798 998,00 €	678 000,00 €	-68 000,00 €	63 200,00 €	2 472 198,00 €
657 CHARGES SPÉCIFIQUES		1 798 998,00 €	678 000,00 €			
66-CHARGES FINANCIÈRES		0,00 €				0,00 €
AUTRES CHARGES FINANCIÈRES		0,00 €				
68-DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		0,00 €			60 600,00 €	60 600,00 €
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS STRUCTURE		0,00 €				
DEPENSES TOTALES		2 031 998,00 €				2 655 998,00 €
RECETTES						
74-MEMBRES ET PARTENAIRES DE L'OFFICE PUBLIC DE LA LANGUE OCCITANE						
MEMBRES DE L'OFFICE PUBLIC :						
741 ETAT :						
Ministère de l'Éducation Nationale (mise à disposition à partir de septembre d'un cadre de catégorie A)						
Ministère de la Culture et de la Communication						
	(contribution financière au fonctionnement)	15 000,00 €				15 000,00 €
744 RÉGION Nouvelle-Aquitaine (contribution au programme d'activité)		728 000,00 €	28 000,00 €			756 000,00 €
	(contribution financière au fonctionnement)	143 000,00 €				143 000,00 €
RÉGION Occitanie (contribution au programme d'activité)		1 065 998,00 €	650 000,00 €	-68 000,00 €		1 647 998,00 €
	(contribution financière au fonctionnement)	80 000,00 €	18 000,00 €			98 000,00 €
RECETTES TOTALES		2 031 998,00 €				2 659 998,00 €
Mises à disposition (hors comptabilité) :						
RÉGION Occitanie (contribution au fonctionnement)						
	un agent de catégorie A	45 000 €				
	locaux et fluides	5 000 €				
ETAT Ministère de l'éducation nationale						
	(contribution au fonctionnement)					
	un agent de catégorie A	41 667 €				
SECTION D'INVESTISSEMENT :						
Provisions			Reprise sur provisions			
Investissement matériel	4 000,00 €		Amortissement des biens			
TOTAL	4 000,00 €		TOTAL			0,00 €

Selon nomenclature commune M9

OBJET : ATTRIBUTION DES BOURSES D'ÉTUDE « ENSEHAR » AU TITRE DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2017/2018 (Pour les étudiants des académies de Montpellier et Toulouse ; pour une étudiante de l'académie de Bordeaux à titre complémentaire)

La volonté réaffirmée des différents partenaires en faveur du développement de l'enseignement de l'occitan vise l'augmentation quantitative et qualitative du nombre de locuteurs. Cette volonté renforcée par une demande sociale, notamment parentale, permet de constater des progrès allant dans le sens des objectifs fixés ; priorité étant donnée à la construction ou au renforcement de cursus complets à l'échelle de bassins éducatifs. Cependant, le manque d'enseignants compétents constitue un frein à ce développement.

Il s'agit par conséquent de renforcer la ressource enseignante par la mise en œuvre du dispositif « Ensenhar » dans le cadre d'un financement des Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie et l'appui des Rectorats concernés.

Par la présente, il est proposé, d'une part, d'attribuer des bourses pour les étudiants des académies de Montpellier et Toulouse, d'autre part, d'attribuer une bourse supplémentaire concernant l'académie de Bordeaux ; cette dernière bourse venant compléter le dispositif d'aide voté par l'assemblée générale de l'Office le 17 octobre 2017 dans sa délibération n°AG171017.05 concernant le volet étudiant pour l'académie de Bordeaux (5 bourses attribuées).

1. Bourses pour les étudiants des académies de Montpellier et Toulouse :

Ces bourses sont attribuées après sélection des candidatures en prenant en compte le profil et les motivations des candidats conformément au règlement adopté par décision n°AG161209.05 de l'Assemblée générale de l'Office public de la langue occitane du 9 décembre 2016.

Nombre de dossiers de demande réceptionnés : 22 ;

Nombre de désistement : 1 ;

Nombre de candidats reçus en entretien complémentaire : 17 ;

Nombre de candidats étudiants éligibles à l'attribution de la bourse « Ensenhar » : 9.

2. Bourse supplémentaire pour une étudiante de l'académie de Bordeaux :

Suivant le même dispositif de sélection des candidatures tel que décrit ci-dessus une bourse supplémentaire est proposée pour une étudiante se destinant à l'enseignement bilingue dans l'académie de Bordeaux, suite à l'étude de son dossier et à un entretien oral complémentaire.

Il vous est ainsi proposé :

- d'attribuer 9 bourses d'étude d'un montant total de 36 000 € pour les étudiants s'engageant à enseigner dans les académies de Montpellier et Toulouse ;
- d'attribuer 1 bourse d'un montant total de 4 000 € pour une étudiante s'engageant à enseigner dans l'académie de Bordeaux.

En conséquence, Mesdames, Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer d'adopter la délibération suivante :

ARTICLE UN : des aides individuelles d'un montant total de 40 000 € sont attribuées aux bénéficiaires figurant dans le tableau joint en annexe.

ARTICLE DEUX : Les crédits afférents sont affectés suivant ce même tableau.



Charline CLAVEAU-ABBADIE
Présidente du Conseil d'Administration

ANNEXE

Prénom	Nom	Niveau Filière 2017	inscription au concours	N° et voie résidence	Code postal résidence	ville de résidence	Montant de la bourse
Angélique	Viguié	L3 Jean Jaurès	Académie de Toulouse ou Montpellier	4, Allées Antonio Machado Rés. Les Humanités 2, Hall E Appt 3022	31100	TOULOUSE	4 000 €
Valérie	Teoulet	Aprène 1	Académie de Montpellier	62, Ch. de Tucaut	31100	TOULOUSE	4 000 €
Nathalie	Poudou	M1 ESPE Montauban	Académie de Toulouse	3, Sol de Sarda	11250	GREFFEIL	4 000 €
Mélanie	Depeyre	L3 Paul Sabatier	Académie de Toulouse ou Montpellier	255, ch. des Tanneries	82800	NEGREPELISSE	4 000 €
Anne	Raynal (épse Parra)	M1 ESPE Montauban	Académie de Toulouse	4, rue de la Calèhon	12350	PRIVEZAC	4 000 €
Delphine	Colras	L3 Paul Valéry	Académie de Toulouse ou Montpellier	4, impasse île bruguière	34130	LANSARGUES	4 000 €
Lisa	Saint	M1 ESPE Montauban	Académie de Toulouse	18, Route de la Crouzette	12510	OLEMPS	4 000 €
Lisa	Violettes	M1 ESPE Montauban	Académie de Toulouse	Alaret	12620	SAINT-BEAUZELY	4 000 €
Pauline	Salinié	M1 ESPE Montauban	Académie de Bordeaux	3, rue Alfred de Musset	47500	FUMEL	4 000 €
Marie	Lasserre	L3 Paul Sabatier	Académie de Toulouse ou Montpellier	2, rue Jean Timbal	31500	TOULOUSE	4 000 €

Objet : APPROBATION DE L'ATTRIBUTION D'UN SOUTIEN AUX OPÉRATEURS

Mesdames, Messieurs,

L'Office public de la langue occitane a pour mission de structurer et de développer les actions liées à la transmission et à l'usage ou la socialisation de la langue occitane, notamment celles portées par les opérateurs tiers.

Dans le cadre de cette mission, Il est proposé les décisions suivantes, dont le détail figure en annexe :

- L'affectation de crédits d'un montant total de 33 000 € attribués à la société Vistedit, au Congrès permanent de la langue occitane, à l'Association Ligams et au Centre de Formation Professionnelle d'Occitanie d'Orthez.
- Le rejet des demandes de l'IEO Nosauts de Bigorra et de l'IEO de Gironde – Ostau Occitan.

Pour mémoire, la participation au titre de la contribution au programme annuel d'activités pour les projets liés à la transmission et à l'usage de la langue occitane de la Région Nouvelle-Aquitaine est de 728 000 € et celle de la Région Occitanie de 1 647 998 €, soit un total de 2 375 998 €.

En conséquence, Mesdames, Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer d'adopter la délibération suivante :

ARTICLE UN : quatre aides d'un montant total de 33 000 € sont attribuées aux bénéficiaires figurant dans le tableau joint en annexe.

ARTICLE DEUX : les crédits afférents sont affectés suivant ce même tableau.

ARTICLE TROIS : les projets portant la mention « 0 € » dans ce même tableau font l'objet d'un rejet.

ARTICLE QUATRE : la convention et l'avenant, mis en annexe, sont approuvés.



Charline CLAVEAU- ABBADIE
Présidente du Conseil d'Administration

Porteurs de projet	Nature de l'opération	Prévision financement	En €	Subvention
Dos. N° : 172003	OBJET DE L'AIDE : Aide complémentaire pour le projet de développement et de structuration de l'action de Vistedit	Budget prévisionnel :	166 623 €	1 500 €
VISTEDIT	DESCRIPTIF INDICATIF : La société édite deux revues en occitan disponibles par abonnement :	Ressources propres :	109 105 €	Arrêté R. Òc: 1500 € R. NAq: 0 €
64000 PAU	Papagai, destiné aux 4-8 ans qui contient contes, jeux, BD et des pages de découverte. Plumalhon, destiné aux 9 – 13 ans, qui contient reportages, BD, pages d'histoire et d'actualité. Ces revues sont publiées en coopération avec d'autres langues régionales (breton et corse).	Etat :	0 €	
	La structure n'ayant pas défini de réel projet stratégique visant à sa pérennisation avait vu sa subvention baisser lors des arbitrages de l'Assemblée générale de juin (12 000€), avec la possibilité, en cas de réaction positive de la structure, de débloquer une aide complémentaire en fin d'année. Une réunion de travail et une démarche d'accompagnement ont été amorcées, sans aboutir pour autant à la présentation d'une stratégie de développement très solide pour 2018, d'où l'aide complémentaire limitée proposée.	Département :	7 835 €	
		Communes :	0 €	
		Intercommunalité :	0 €	
		Autres partenaires :	0 €	
		Autres produits de gestion courante :	4 077€	
		Groupement (OPLO) :	42 605 €	
		Contributions volontaires :		
		Bénévolat :	3 000€	
	Subventions 2017 : 12 000€ (Occitanie) Subventions 2016 : 17 000€ OPLO (MP) – 5 000€ (ex LR)			

Porteurs de projet	Nature de l'opération	Prévision financement	En €	Subvention
<p>Dos. N° : 172005</p> <p>Congrès Permanent de la langue occitane</p> <p>64140 BILLÈRE</p>	<p>OBJET DE L'AIDE : La co-organisation, en lien avec la Société Française d'Onomastique (SFO), du XVII congrès d'onomastique en janvier 2018.</p> <p>DESCRIPTIF INDICATIF : La Société Française d'Onomastique, le laboratoire CLLE-ERSS UMR 5263 CNRS de l'Université Jean-Jaurès de Toulouse et le Congrès permanent de la lenga occitana co-organisent, le XVIIIème congrès d'onomastique les 17, 18 e 19 janvier 2018 à Toulouse sur le thème : « Circulations linguistiques : les catégories dénominatives et leurs relations en onomastique – onomastique occitane ».</p> <p>Y participeront de nombreux chercheurs dans le domaine, en particulier dans le domaine de l'occitan auquel la moitié du colloque est consacré.</p> <p>Programme complet et détails : https://www.sfo-onomastique.fr/</p> <p>(projet ponctuel, pas de subventions sur le même projet les années antérieures)</p>	<p>Budget prévisionnel du colloque :</p> <p>Ressources propres : Etat (DGLFLF) : Département : Communes : Intercommunalité : Autres partenaires UJJ: SFO :</p> <p>Groupement (OPLO) :</p> <p>Contributions volontaires : Bénévolat :</p>	<p>11845,17 €</p> <p>2 193,30 €</p> <p>2500 €</p> <p>0 €</p> <p>0 €</p> <p>0 €</p> <p>3777,75</p> <p>874,12€</p> <p>2500 €</p>	<p>2 500 €</p> <p>R. Òc: 2 500 € R. NAq : 0 €</p> <p>Convention tripartite placée en annexe</p>
<p>Dos. N° : 172006</p> <p>Association LIGAMS</p> <p>64000 PAU</p>	<p>OBJET DE L'AIDE : Le soutien sur le volet communicationnel à l'organisation de la course La Passem</p> <p>DESCRIPTIF INDICATIF : L'Association LIGAMS a entamé l'organisation d'une mobilisation de la société civile dont le pont d'orgue consistera, en mai 2018, sur 3 jours, en une course relais de 400km à travers 100 communes du Béarn et du Bas-Adour. L'objectif est de mobiliser autour de l'urgence de la transmission de la langue occitane.</p> <p>Dans ce cadre, il est proposé d'apporter une aide exceptionnelle, au titre de la première édition cette initiative, qui porterait sur les actions ci-après selon les modalités décrites dans la convention afférente :</p>	<p>Budget prévisionnel :</p> <p>Produit des activités (ventes des km et dossards) : Département : Communes : Intercommunalité : Autres produits (cotisations/dons):</p>	<p>50 200€</p> <p>45 000€</p> <p>0€</p> <p>0€</p> <p>0€</p> <p>1 200€</p> <p>4000€</p>	<p>4 000 €</p> <p>Dont : 1 960 € pour le (1) et 2 040€ pour le (2)</p> <p>R. NAq : 4 000 €</p> <p>Convention placée en annexe</p>

	<ol style="list-style-type: none"> 1. La participation au financement d'un supplément de 4 pages dans un quotidien local (coût total estimé à 5 600€), dans la limite de 35% du coût de l'opération, sans excéder le plafond de 1 960€ (aide proratisée). 2. Le financement des 410 dossards portant les indications kilométriques (remis à titre gratuit aux acheteurs des kilomètres), dans la limite de 2 040€ (aide forfaitaire), soit un coût maximal unitaire estimé de 5 €. 	Groupement (OPLO) :		
--	--	----------------------------	--	--

Porteurs de projet	Nature de l'opération	Prévision financement	En €	Subvention
<p>Dos. N° : 170029</p> <p>CFPOc Aquitaine</p> <p>64300 ORTHEZ</p>	<p>OBJET DE L'AIDE : L'aide compense le coût réel de formation des enseignants dans le cadre du dispositif des bourses Ensenhar(1), le soutien exceptionnel cette année pour développer une offre de cours pour adultes dans le nord de l'Aquitaine(2) et l'aide au renforcement des stages linguistiques organisés par le CFPÒc pour les étudiants de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour inscrits en licence Miash.(3)</p> <p>DESCRIPTIF INDICATIF : En complément de l'aide apportée lors de la délibération n°AG170331.06 du 31 mars 2017, il est proposé d'apporter une aide complémentaire relative aux trois actions ci-dessus mentionnées.</p> <p>Les résultats attendus sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (1) le complément à apporter lié au coût des formations des professeurs dans le cadre du dispositif des bourses « Ensenhar » pour les professeurs de l'académie de Bordeaux ; (2) le maintien d'une offre de formation aux adultes dans le nord de la région Aquitaine, suite aux difficultés rencontrées par les opérateurs historiques de cette zone ; (3) le renforcement de la formation en occitan des étudiants inscrits en licence Miash afin d'augmenter les compétences en langue occitane de ces étudiants. <p>Subventions 2017 : 60 000€ (AG de mars)</p>	<p>Budget prévisionnel :</p> <p>Ressources propres :</p> <p>Etat : Département : Communes : Intercommunalité : Autres partenaires :</p> <p>Groupement (OPLO) :</p>	<p>217 600 €</p> <p>766 500 €</p> <p>0 €</p> <p>67 000 €</p> <p>950 €</p> <p>0 €</p> <p>10 000 €</p> <p>63 000 €</p>	<p>25 000 €</p> <p>Dont :</p> <p>8 000 € pour le (1) ; 15 000 € pour le (2) ; 2 000 € pour le (3).</p> <p>R. Òc : 0 € R. NAq : 25 000 €</p> <p>Avenant placé en annexe</p>

DOSSIER REJETÉ				
Porteurs de projet	Nature de l'opération	Prévision financement	En €	Subvention
<p>Dos. N° : 172007</p> <p>IEO 65 – Nosauts de Bigòrra</p> <p>65350 BOUILH - PEREUILH</p>	<p>OBJET DE L'AIDE : Activités de l'IEO 65 dédiés à la transmission et à l'usage de la langue occitane</p> <p>DESCRIPTIF INDICATIF : La demande de l'IEO 65 pour l'année 2017 a été relayée par l'IEO OPM qui a émis des réserves sur la crédibilité des éléments de cette demande. Après analyse de celle-ci, il apparaît qu'aucun cours pour adulte n'est valorisé, que l'essentiel des activités se concentre sur des initiatives relevant d'une politique culturelle et non d'une politique linguistique, et sur une forte permanence dans les locaux.</p> <p>En conséquence, il est proposé de ne pas subventionner cet acteur au titre de l'année 2017.</p> <p>Subventions 2016 : 8 000€</p>	<p>Budget prévisionnel :</p> <p>Ressources propres : 3 500€ Etat : 5 200 € Département : 2 000 € PNR : 10 000 € Régions : 8 000 € Communauté Européenne : 5 000 € Autre (dons) : 910€</p> <p>Groupement (OPLO) : 10 410€</p>	<p>45 020 €</p>	<p>0 €</p>
<p>Dos. N° : 170027</p> <p>IEO 33 (Gironde) – Ostau Occitan</p> <p>33 600 PESSAC</p>	<p>OBJET DE L'AIDE : Soutien à l'offre de cours pour adultes sur le territoire de la Gironde</p> <p>DESCRIPTIF INDICATIF : L'IEO Gironde propose la mise en œuvre de 5 actions en 2017, suite à l'abandon des actions portées initialement par l'IEO régional d'Aquitaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la signalisation bilingue en Gironde - le plan bilingue du Bordeaux gascon - la préparation d'une formation à vocation inter-départementale d'animatrices périscolaire à l'animation d'ateliers « culture occitane » - les cours d'occitan pour adulte - l'organisation d'un stage d'écriture et de chant. <p>Cependant, des réunions sont en cours avec la structure et il est proposé de renvoyer un éventuel soutien sur l'exercice 2018.</p> <p>Subventions 2016 : 0 €</p>	<p>Budget prévisionnel :</p> <p>Ressources propres : 0 € Etat : 0 € Département : 0 € Communes : 0 € Intercommunalité : 0 € Autres partenaires : 0 €</p> <p>Groupement (OPLO) : 38 800 €</p>	<p>38 800 €</p>	<p>0 €</p>

**CONVENÇION D'ATRIBUCION D'UNA SUBVENÇION / CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION
N°17.2005
ANNADA / ANNÉE: 2017**

Beneficiari / bénéficiaire :

Lo Congrès Permanent de la Lengua Occitana

Vista la convencion constitutiva del Gropament Office Public de la Lengua Occitana – Ofici Public de la Lengua Occitana aprobada a Tolosa per arreatat prefectoral publicat al Recuèlh dels Actes Administratius lo 24 de setembre de 2015,

Vu la convention constitutive du Groupement Office Public de la Lengua Occitana – Ofici Public de la Lengua Occitana aprovada a Toulouse par arrêté préfectoral publié au Recueil des Actes Administratifs le 24 septembre 2015,

Vist lo dossièr despausat pel beneficiari : Congrès Permanent de la Lengua Occitana çai-après denommat lo beneficiari e enregistrat ambe lo numerò 172005,

Vu le dossier déposé par le bénéficiaire : Congrès Permanent de la Lengua Occitana, çai-après dénommé le bénéficiaire, et enregistré sous le numéro 172005,

Vista la deliberacion n° AG171215.04 de l'Assemblada Generala del Gropament Office Public de la Lengua Occitana – Ofici Public de la Lengua Occitana en data del 15/12/2017,

Vu la délibération n° AG171215.04 de l'Assemblée Générale du Groupement Office Public de la Lengua Occitana – Ofici Public de la Lengua Occitana en date du 15/12/2017,

Vista la delegacion atribuïda al Director per l'article 14 de la convencion constitutiva del Gropament,

Vu la délégation attribuée au Directeur par l'article 14 de la Convention constitutive du Groupement,

Entre lo Gropament Office public de la lengua occitana – Ofici public de la lengua occitana, çai-après denommat lo Gropament, representat per son Director, autorizat per deliberacion de l'Assemblada generala.

Entre le Groupement Office public de la lengua occitana – Ofici public de la lengua occitana, çai-après dénommé le Groupement, représenté par son Directeur, autorisé par délibération de l'Assemblée générale,

E lo beneficiari :

Et le bénéficiaire :

Lo Congrès Permanent de la Lengua Occitana, representat per Gilbert MERCADIER, president,

Lo Congrès Permanent de la Lengua Occitana, représenté par Gilbert MERCADIER, président,

E la Societat Francesa d'Onomastica representada per M. Michel Tamine, President.

Et la Société Français d'Onomastique représentée par M. Michel Tamine, Président.

Es estat convengut çò que seguís :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJÈTE DE LA CONVENÇION

Dins l'encastre de las mesuras presas per l'Etat et las Regions Novèla-Aquitània e Occitània pel mejan del Gropament Ofici Public de la Lengua Occitana, es attribuit al beneficiari : Lo Congrès Permanent de la Lengua Occitana, una subvencion per la co-organizacion, amb la Societat Francesa d'Onomastica et le laboratòri CLLE-ERSS del XVIII^{en} Collòqui d'onomastica à L'UT2J les 17, 18, 19 janvier. Las accions presas en carga pel beneficiari, e objèctes de la subvencion del Gropament, son las que seguisson :

Repais e pausas CROUS Joan-Jaurès dimècres e dijòus
Repais comunicants divendres
Pausas comunicants divendres
Reprografia resumits
Dossier dels participants (maleta, badge, contengut)

Las autras accions son presas en carga, sus d'autres financements, per la Societat Francesa d'Onomastica.

La presenta convençion a per objècte de precisar las modalitats de mesa en òbra d'aquela decision.

ARTICLE 2 : OBLIGACIONS DEL BENEFICIARI

Lo versament de la subvencion es condicionat al respècte, pel beneficiari, de las obligacions que seguisson :

- Utilizar la subvencion en conformitat a l'objècte pelqual es estada atribuïda;
- Publicacion, sul site internet del CPLO al mens, d'actes numerics realizats conjuntament per la Societat Francesa d'Onomastica e Lo Congrès Permanent de la Lengua Occitana.
- metre en òbra totes los mejans necessaris a la realizacion de l'objècte de la convençion;
- utilizar lo bilinguisme francès-occitan sus totes los documents mediatics destinats al

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre des mesures prises par l'État et les Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie par le moyen du Groupement d'Intérêt Public Office Public de la Langue Occitane – Ofici Public de la Lengua Occitana, il est attribué au bénéficiaire : Lo Congrès Permanent de la Lengua Occitana, une subvention pour la co-organisation, avec la Société Française d'Onomastique et le laboratoire CLLE-ERSS du XVIII^e Colloque d'onomastique à L'UT2J les 17, 18, 19 janvier.

Les actions prises en charge par le bénéficiaire, et objets de la subvention du Groupement, sont les suivantes :

Repas et pauses CROUS Jean Jaurès mercredi-jeudi
Repas communicants vendredi
Pausas communicants vendredi
Reprographie résumés
Dossier des participants (mallette, badge, contenu)

Les autres actions relatives à la tenue du colloque, sont prises en charge, sur d'autres financements, par la Société Française d'Onomastique.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre de cette décision.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Le versement de la subvention est conditionné au respect par le bénéficiaire des obligations suivantes :

- Utiliser la subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée;
- Publication, sur le site internet du CPLO au moins, d'actes numériques réalisés conjointement par la Société Française d'Onomastique et Lo Congrès Permanent de la Lengua Occitana.
- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du projet;
- Utiliser le bilinguisme français – occitan sur tous les documents médiatiques destinés au grand public;

- grand public;
- facilitar lo contròtle, pel Gropament o sos membres, de la realizacion de las accions :
 - per l'accès a sos documents administratius e comptables;
 - dins l'encastre de visitas realizadas pels agents del Gropament o per de prestataris designats per el;
- Informar lo Gropament de tota iniciativa de comunicacion publica avent trait a l'operacion mençonada;
- far estat del concors del Gropament e de sos membres;
- far conéisser lo sosten del Gropament e de sos membres durant las accions de relacions ambe la premsa (dossiers de comunicats de premsa, conferéncias de premsa, etc.);
- non pas reversar, tot o partida de la subvencion considerada a d'autres associacions, societats o collectivitats.

ARTICLE 3 : DELAI DE REALIZACION

Lo programa subvencionat comença lo 16/12/2017 e s'acaba lo 31/12/2018.

Una prorogacion pòt èsser acordada se s'escai, a la demanda del beneficiari, per part del Gropament, en cas de necessitat justificada pel beneficiari abans l'expiration del delai inicial. Aquela demanda deu èsser ligada a la complexitat del programa o a de circonstàncias particularas que resultan pas del fach del beneficiari e a condicion que lo programa siá pas desnaturat.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENCION :

Lo montant de l'ajuda atribuïda al beneficiari CPLO, es de 2500 €, e es estat calculat sus la basa d'un budget previsionnal dont lo montant total es de 11 845,17 €.

S'agís d'una subvencion forfaitària.

ARTICLE 5 : MODALITATS DE VERSAMENT DE LA SUBVENCION

La subvencion es pagada en dos còps segon las modalitats que seguisson :

- **Una avança de 80 % de la subvencion mençonada a l'article 4** après

- Faciliter le contrôle, par le Groupement ou ses membres, de la réalisation des actions :
 - Par l'accès à ses documents administratifs et comptables;
 - Dans le cadre de visites réalisées par les agents du Groupement ou les prestataires désignés par lui.
- Informer le Groupement de toute initiative de communication publique ayant trait à l'opération mentionnée;
- Faire état du concours du Groupement et de ses membres;
- Faire connaître le soutien du Groupement et de ses membres lors des actions de relations avec la presse (dossiers de communiqués de presse, conférences de presse, etc.)
- Ne pas reverser, tout ou partie de la subvention considérée à d'autres associations, sociétés ou collectivités.

ARTICLE 3 : DÉLAI DE RÉALISATION

Le programme subventionné démarre le 16/12/2017 et prend fin le 31/12/2018.

Une prorogation peut être éventuellement accordée à la demande du bénéficiaire par le Groupement, en cas de nécessité justifiée par lui avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité du programme ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait et à condition que le programme ne soit pas dénaturé.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENCION :

Le montant de l'aide attribuée au bénéficiaire CPLO, est de 2500 €, et a été calculé sur la base d'un budget prévisionnel dont le montant total est de 11 845,17 €.

Il s'agit d'une subvention forfaitaire.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENCION

La subvention est payée en deux fois selon les modalités suivantes :

- **une avance de 80 % de la subvention mentionnée à l'article 4** après

signatura per las tres partidas de la presenta convencion, e sus presentacion pel beneficiari d'un Relevat d'Identitat Bancària de mens de 2 meses ;

- **lo sòlde, siá 20 %**, de la subvencion atribuïda, sus presentacion de las peças que seguisson :
 - una atestacion d'acabament del programa subvencionat e/o de peças que justifican la bona realizacion del programa (articles de premsa, fòtos, produits...) ;
 - lo bilanç d'activitat de l'operacion, datat e signat pel beneficiari o son representant (**precisar nom, prenom, e qualitat del signatari**) ;
 - tot document que permeta d'evaluar la presa en compte de l'inclusion de l'occitan dins los documents destinats al grand public d'una part, e lo concors del Gropament e de sos membres d'autra part ;
 - un estat recapitulatiu de las despensas engatjadas, signat pel beneficiari, qu'atèsta, sus aquel estat, del pagament efectiu d'aquestas e de lor ligam ambe lo programa subvencionat ;
 - Lo budget realizat de l'operacion datat, signat e certificat confòrme pel beneficiari o son representant (**precisar nom, prenom, e qualitat del signatari**) ;
 - **Un Relevat d'Identitat Bancària de mens de dos meses.**

ARTICLE 6 : NON VERSAMENT, REVERSAMENT E SUSPENSION

En cas de non respècte de las obligacions del beneficiari, la subvencion o lo sòlde d'aquesta a pas a èsser versat.

Dins los mesmes cas, lo Gropament se resèrva lo dret de demandar lo reversament de las somas indegudament mandatadas, siá dins lor integralitat, siá a deguda proporcion e que correspondon a la part non realizada o non confòrma a l'objècte de l'ajuda.

Dins totes los cas, la demanda de reversament pel Gropament interven après una mesa en demòra qu'informa lo beneficiari del risc de mesa en òbra d'una procedura de non-versament o de revèrsament e que lo convida a aportar totes los elements en sa possession que justifiquen del bon emplec dels fonds publics alogats.

signature par les trois parties de la présente convention, et sur présentation par le bénéficiaire d'un Relevé d'Identité Bancaire de moins de 2 mois ;

- **le solde, soit 20 %** de la subvention allouée, sur présentation des pièces suivantes :
 - une attestation d'achèvement du programme subventionné et/ou de pièces justifiant de la bonne réalisation du programme (articles de presse, photos, produits...) ;
 - le bilan d'activité de l'opération, daté et signé par le bénéficiaire ou son représentant (**préciser nom, prénom, et qualité du signataire**) ;
 - tout document permettant d'évaluer la prise en compte de l'inclusion de l'occitan dans les documents destinés au grand public d'une part, et le concours du Groupement et de ses membres d'autre part ;
 - un état récapitulatif des dépenses engagées, signé par le bénéficiaire qui atteste, sur cet état, du paiement effectif de celles-ci et leur lien avec le programme subventionné ;
 - le budget réalisé de l'opération daté, signé et certifié conforme par le bénéficiaire ou son représentant (**préciser nom, prénom, et qualité du signataire**) ;
 - un Relevé d'Identité Bancaire **de moins de 2 mois.**

ARTICLE 6 : NON VERSEMENT, REVERSEMENT ET SUSPENSION

En cas de non respect des obligations du bénéficiaire, la subvention ou le solde de celle-ci n'a pas à être versé.

Dans les mêmes cas, le Groupement se réserve le droit de demander le reversement des sommes indûment mandatées, soit dans leur intégralité, soit à due proportion, correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de l'aide.

Dans tous les cas, la demande de reversement par le Groupement intervient après une mise en demeure informant le bénéficiaire du risque de mise en œuvre d'une procédure de non-versement ou de reversement et l'invitant à apporter tous les éléments en sa possession justifiant du bon emploi des fonds publics alloués.

Aquela mesa en demòra es facha per letra recomandada ambe acusat de recepcion. Lo beneficiari dispausa d'un delai de 2 meses corrents a comptar de la recepcion d'aquela mesa en demòra per tal de fornir aqueles elements.

Tanben, dins totes los cas, lo Gropament se resèrva lo dreit de suspendre lo pagament dins l'encastre d'un contròtle sus peças e/ou sus plaça.

ARTICLE 7 : OBLIGACIONS PARTICULARAS

Lo beneficiari de la subvencion deu prevenir per letra recomandada ambe acusat de recepcion lo Gropament de tot eveniment d'importància susceptible de venir entravar l'atenta dels objectius tals coma :

- de dificultats financièras importantas;
 - la remesa en causa o la cessacion del projècte;
 - lo cambiament de l'equipa en carga del projècte.
- etc.

ARTICLE 8 : CONTRÒTLE E EVALUACION

Lo Gropament pòt efectuar, segon tota procedura que li conven, una evaluacion de sas politics en matèra de desvolopament de la transmission e de l'usatge de l'occitan. Lo beneficiari respond a cada demanda d'informacions desiradas pel gropament.

ARTICLE 9 : CADUCITAT

La subvencion, objècte de las presentas, ven caduca de plen dreit :

- Se la realizacion completa del programa e sa demanda de pagament es pas justificada pel beneficiari dins un delai d'un an a comptar de la fin del programa tala coma determinada dins la presenta convencion ;
- Se lo beneficiari a fach conèisser per corrièr sa decision de realizar pas l'accion subvencionada.

Aquela anulacion entraïna lo revèrsament de la soma ja cobrada pel beneficiari al Gropament. Lo sòlde es anullat de plen dreit.

ARTICLE 10 : RÈGLAMENT DELS LITITGES

Cette mise en demeure est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, le bénéficiaire disposant d'un délai de 2 mois courant à compter de la réception de cette mise en demeure.

En outre, dans tous les cas, le Groupement se réserve le droit de suspendre le paiement dans le cadre d'un contrôle sur pièces et/ou sur place.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS PARTICULIÈRES

Le bénéficiaire de la subvention doit prévenir par lettre recommandée avec accusé de réception le Groupement de tout événement d'importance susceptible de venir entraver l'atteinte des objectifs tels que :

- des difficultés financières importantes,
 - la remise en cause ou la cessation du projet,
 - le changement de l'équipe en charge du projet.
- etc.

ARTICLE 8 : CONTROLE ET EVALUATION

Le Groupement peut effectuer, selon toute procédure qui lui convient une évaluation de ses politiques en matière de développement de la transmission et de l'usage de l'occitan. Le bénéficiaire répond à chaque demande d'informations souhaitées par le Groupement.

ARTICLE 9 : CADUCITÉ

La subvention, objet des présentes, devient caduque de plein droit :

- Si la réalisation complète du programme et sa demande de paiement n'est pas justifiée par le bénéficiaire dans le délai de 1 an à compter de la fin du programme telle que fixée dans la présente convention;
- Si le bénéficiaire a fait connaître par courrier sa décision de ne pas réaliser l'action subventionnée.

Cette annulation entraîne le reversement de la somme déjà perçue par le bénéficiaire au Groupement. Le solde est annulé de plein droit.

ARTICLE 10 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Las partidas convenon que tot lititge que poiriá nàisser de l'aplicacion de la presenta convencion serà deferat, per la partida mai diligenta, alrèp del Tribunal Administratiu de Tolosa.

ARTICLE 11 : EXECUCION

Lo Director del Gropament es cargat de l'execucion de la presenta convencion dont un exemplar original serà adreçat al beneficiari e una còpia a l'agent comptable del Gropament.

Tolosa/Toulouse, le :

**Pel Gropament / pour le Groupement
Lo Director / Le Directeur**

Estève CROS

Les parties conviennent que tout litige pouvant naître de l'application de la présente convention sera déferé, par la partie la plus diligente, auprès du Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE 11 : EXÉCUTION

Le Directeur du Groupement est chargé de l'exécution de la présente convention dont un exemplaire original sera adressé au bénéficiaire et une copie à l'agent comptable du Groupement.

Billère, le :

**Pour le Bénéficiaire
Le Président**

Gilbert Mercadier

Paris, le :

**Pour la Société Française d'Onomastique
Le Président
Michel Tamine**

CONVENÇION D'ATRIBUCION D'UNA SUBVENÇION / CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION

**N°17.2006
ANNADA / ANNÉE: 2017**

**Beneficiari / bénéficiaire :
Association LIGAMS**

Vista la convencion constitutiva del Gropament Office Public de la Langue Occitane – Ofici Public de la Lengua Occitana aprobada a Tolosa per arreatat prefectoral publicat al Recuèlh dels Actes Administratius lo 24 de setembre de 2015,

Vist lo dossièr despausat pel beneficiari : l'Associacion LIGAMS çai-après denommat lo beneficiari e enregistrat ambe lo numerò 172006,

Vista la deliberacion n° AG171215.04 de l'Assemblada Generala del Gropament Office Public de la Langue Occitane – Ofici Public de la Lengua Occitana en data del 15/12/2017,

Vista la delegacion atribuïda al Director per l'article 14 de la convencion constitutiva del Gropament,

Vu la convention constitutive du Groupement Office Public de la Langue Occitane – Ofici Public de la Lengua Occitana approuvée à Toulouse par arrêté préfectoral publié au Recueil des Actes Administratifs le 24 septembre 2015,

Vu le dossier déposé par le bénéficiaire : l'Association LIGAMS, ci-après dénommé le bénéficiaire, et enregistré sous le numéro 172006,

Vu la délibération n° AG171215.04 de l'Assemblée Générale du Groupement Office Public de la Langue Occitane – Ofici Public de la Lengua Occitana en date du 15/12/2017,

Vu la délégation attribuée au Directeur par l'article 14 de la Convention constitutive du Groupement,

Entre lo Gropament Office public de la langue occitane – Ofici public de la lenga occitana, çai-après denommat lo Gropament, representat per son Director, autorizat per deliberacion de l'Assemblada generala,

E lo beneficiari :

L'Associacion LIGAMS, representada per Daniel BARNEIX, president,

Es estat convengut çò que seguís :

ARTICLE 1 : OBJÈTE DE LA CONVENÇION

Dins l'encastre del lançament de la premièira edicion d'una mobilizacion de la societat civila altorn de l'urgéncia de la transmission de la lenga occitana portada per l'Associacion Ligams, lo Gropament atribuís al beneficiari çai-sus un sosten financièr exceptional dont l'objècte es detalhat çai-après.

Entre le Groupement Office public de la langue occitane – Ofici public de la lenga occitana, ci-après dénommé le Groupement, représenté par son Directeur, autorisé par délibération de l'Assemblée générale,

Et le bénéficiaire :

L'Association LIGAMS, représentée par Daniel BARNEIX, président,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre du lancement de la première édition d'une mobilisation de la société civile autour de l'urgence de la transmission de la langue occitane portée par l'Association Ligams, le Groupement attribue au bénéficiaire ci-dessus un soutien financier exceptionnel dont l'objet est détaillé ci-après.

Aquel sosten financièr pòrta sus l'organizacion, tre 2017, de la comunicacion al torn de la corsa-relai "La Passem" que se debanarà en Biarn e Bas-Ador del 25 al 27 de mai de 2018, precisament sus dos volets çai-après :

1. La participacion a la compra d'un encart publicitari de 4 paginas dins lo suplement d'un quotidian local en amont de la manifestacion ;
2. Lo finançament dels 410 dorsals diches "Quilometrics" (dorsals numerotats pels portaires de relais e remeses gratuïtament als compaires de cada quilomètre).

La presenta convencion a per objècte de precisar las modalitats de mesa en òbra d'aquela decision.

ARTICLE 2 : OBLIGACIONS DEL BENEFICIARI

Lo versament de la subvencion es condicionat al respècte, pel beneficiari, de las obligacions que seguisson :

- Utilizar la subvencion en conformitat a l'objècte pelqual es estada atribuïda;
- metre en òbra totes los mejans necessaris a la realizacion de l'objècte de la convencion;
- utilizar lo bilingüisme francès-occitan sus totes los documents mediatices destinats al grand public;
- Informar lo Gropament de tota iniciativa de comunicacion publica avent trait a l'operacion mençonada;
- far conéisser lo sosten del Gropament e de sos membres durant las accions de relacions ambe la premsa (dossièrs de comunicats de premsa, conferéncias de premsa, etc.). Pel volet (1) subvencionat, es convengut que lo Gropament :
 - es consultat per validacion de l'ensemble dels contenguts de las 4 paginas abans lo mandadís a la premsa,
 - beneficia d'un encart dedicat que mestresa lo contengut (intrevista de sa presidenta en ligam amb l'eveniment La Passem per exemple) ;
- Afichar lo sosten del Gropament sus supòrts de comunicacion numerics (sitis internet) e papièr (afichas/flyers de l'eveniment) via la preséncia -a minima- del logò del Gropment. Per alhors, pel volet (2) subvencionat, es convengut que lo *design* dels 410 dorsals finançats deu faire l'objècte d'escambis e

Ce soutien financier porte sur l'organisation, dès 2017, de la communication autour de la course-relais "La Passem" qui se déroulera en Béarn et Bas-Adour du 25 au 27 mai 2018, précisément sur les deux volets ci après :

3. La participation à l'achat d'un encart publicitaire de 4 pages dans le supplément d'un quotidien local en amont de la manifestation ;
4. Le financement des 410 dossards dits "kilométriques" (dossards numérotés pour les porteurs de relais et remis gratuitement aux acheteurs de chaque kilomètre).

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre de cette décision.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Le versement de la subvention est conditionné au respect par le bénéficiaire des obligations suivantes :

- Utiliser la subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée;
- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du projet;
- Utiliser le bilinguisme français - occitan sur les documents médiatiques destinés au grand public;
- Informer le Groupement de toute initiative de communication publique ayant trait à l'opération mentionnée;
- Faire connaître le soutien du Groupement et de ses membres lors des actions de relations avec la presse (dossiers de communiqués de presse, conférences de presse, etc.). Concernant le volet (1) subventionné, il est convenu que le Groupement :
 - est consulté pour validation de l'ensemble des contenus des 4 pages avant l'envoi à la presse,
 - bénéficie d'un encart dédié dont il maîtrise le contenu (interview de sa présidente en lien avec l'évènement La Passem par exemple) ;
- Afficher le soutien du Groupement sur les supports de communication numériques (site internet) et papier (affiches/flyers de l'évènement) via la présence -a minima- du logo du Groupement. Par ailleurs, concernant le volet (2) subventionné, il est convenu que le design des 410 dossards financés doit faire l'objet d'échanges et

d'una validacion pel Gropament, e fa aparéisser d'un biais fòrt vesedor lo logò del Gropament.

- Faciliter lo seguit e lo contraròtle, pel Gropament o sos membres, de la realizacion de las accions :
 - Per l'accès a sss documents administratius e comptables;
 - Dins lo quadre de reunions de seguit realizadas a la demanda del Gropament o del beneficiari.
- Reversar pas, tot o partida de la subvencion considerada a d'autres associacions, societats o collectivitats.

ARTICLE 3 : DELAI DE REALIZACION

Lo programa subvencionat comença lo 16/12/2017 e s'acaba lo 31/06/2018.

Una prorogacion pòt èsser acordada se s'escai, a la demanda del beneficiari, per part del Gropament, en cas de necessitat justificada pel beneficiari abans l'expiration del delai inicial. Aquela demanda deu èsser ligada a la complexitat del programa o a de circonstàncias particularas que resultan pas del fach del beneficiari e a condicion que lo programa siá pas desnaturat.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENCION :

Lo montant de l'ajuda atribuïda al beneficiari LIGAMS, es de 4 000 €, e es estat repartida segon dos volets dont las modalitats son detalhadas çai-après :

1. La participacion a la compra d'un encart publicitari de 4 paginas dins le suplement d'un quotidien local en amont de la manifestacion (còst total estimat a 5 600€), dins lo limit de 35% del còst de l'operacion, sens despassar lo plafond de 1 960€ (ajuda proratisada).
2. Lo finançament dels 410 dorsals diches "Quilometrics" (dorsals numerotats pels portaires de relais e remeses gratuitament als compaires de cada quilomètre), dins lo limit de 2 040€ (ajuda forfaitària), siá un còst maximal unitar estimat de 5 €.

ARTICLE 5 : MODALITATS DE

d'una validation par le Groupement, et fait apparaître de manière très visible le logo du Groupement.

- Faciliter le suivi et le contrôle, par le Groupement ou ses membres, de la réalisation des actions :
 - Par l'accès à ses documents administratifs et comptables;
 - Dans le cadre de réunions de suivi réalisées à la demande du Groupement ou du bénéficiaire.
- Ne pas reverser, tout ou partie de la subvention considérée à d'autres associations, sociétés ou collectivités.

ARTICLE 3 : DÉLAI DE RÉALISATION

Le programme subventionné démarre le 16/12/2017 et prend fin le 31/06/2018.

Une prorogation peut être éventuellement accordée à la demande du bénéficiaire par le Groupement, en cas de nécessité justifiée par lui avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité du programme ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait et à condition que le programme ne soit pas dénaturé.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION :

Le montant de l'aide attribuée au bénéficiaire LIGAMS, est de **4 000 € maximum**, et est répartie selon deux volets dont les modalités sont détaillées ci-après :

1. La participation à l'achat d'un encart publicitaire de 4 pages dans le supplément d'un quotidien local en amont de la manifestation (coût total estimé à 5 600€), **dans la limite de 35% du coût de l'opération, sans excéder le plafond de 1 960€** (aide proratisée).
2. Le financement des 410 dossards dits "kilométriques" (dossards numérotés pour les porteurs de relais et remis gratuitement aux acheteurs de chaque kilomètre), dans la limite de 2 040€ (aide forfaitaire), soit un coût maximal unitaire estimé de 5 €.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE VERSEMENT

VERSAMENT DE LA SUBVENCION

La subvencion serà pagada en dos còps segon las modalitats que seguisson :

- **Una avança de 80 % de la subvencion mençonada a l'article 4** après signatura per las tres partidas de la presenta convencion, e sus presentacion pel beneficiari d'un Relevat d'Identitat Bancària de mens de 2 meses ;
- **lo sòlde, siá 20 %**, de la subvencion atribuïda, sus presentacion de las peças que seguisson :
 - una atestacion d'acabament del programa subvencionat e/o de peças que justifican la bona realizacion del programa (articles de premsa, fòtos, produits...) ;
 - lo bilanç d'activitat de l'operacion, datat e signat pel beneficiari o son representant (**precisar nom, prenom, e qualitat del signatari**) ;
 - tot document que permeta d'evaluar la presa en compte de l'inclusion de l'occitan dins los documents destinats al grand public d'una part, e lo concors del Gropament e de sos membres d'autra part ;
 - un estat recapitulatiu de las despensas engatjadas, signat pel beneficiari, qu'atèsta, sus aquel estat, del pagament efectiu d'aquestas e de lor ligam ambe lo programa subvencionat ;
 - Lo budget realizat de l'operacion datat, signat e certificat confòrme pel beneficiari o son representant (**precisar nom, prenom, e qualitat del signatari**) ;
- **Un Relevat d'Identitat Bancària de mens de dos meses.**

Es precisit que lo versament de la subvencion se pòt faire d'un biais independent per cada volet subvencionat.

Per alhors, pel volet (1), a saber una subvencion de tipe proratisat, lo sòlde versat es calculat segon los justificatius de despensa fornits. Se lo montant total de las despensas aferentas a l'objècte subvencionat es inferior a l'avança versada pel Gropament, l'Associacion LIGAMS s'engatja a reversar le tròp-percebut al Gropament dins un delai de 3 meses après la manifestacion "La Passem 2018".

DE LA SUBVENTION

La subvention est payée en deux fois selon les modalités suivantes :

- **une avance de 80 % de la subvention mentionnée à l'article 4** après signature par les trois parties de la présente convention, et sur présentation par le bénéficiaire d'un Relevé d'Identité Bancaire de moins de 2 mois ;
- **le solde, soit 20 %** de la subvention allouée, sur présentation des pièces suivantes :
 - une attestation d'achèvement du programme subventionné et/ou de pièces justifiant de la bonne réalisation du programme (articles de presse, photos, produits...) ;
 - le bilan d'activité de l'opération, daté et signé par le bénéficiaire ou son représentant (**préciser nom, prénom, et qualité du signataire**) ;
 - tout document permettant d'évaluer la prise en compte de l'inclusion de l'occitan dans les documents destinés au grand public d'une part, et le concours du Groupement et de ses membres d'autre part ;
 - un état récapitulatif des dépenses engagées, signé par le bénéficiaire qui atteste, sur cet état, du paiement effectif de celles-ci et leur lien avec le programme subventionné ;
 - le budget réalisé de l'opération daté, signé et certifié conforme par le bénéficiaire ou son représentant (**préciser nom, prénom, et qualité du signataire**) ;
 - un Relevé d'Identité Bancaire **de moins de 2 mois.**

Il est précisé que le versement de la subvention peut se faire de manière indépendante pour chaque volet subventionné.

Par ailleurs, concernant le volet (1), à savoir une subvention de type proratisé, le solde versé est calculé selon les justificatifs de dépense fournis. Si le montant total des dépenses afférentes à l'objet subventionné est inférieur à l'avançe versée par le Groupement, l'Associacion LIGAMS s'engage à reverser le trop-perçu au Groupement dans un délais de 3 mois après la manifestation "La Passem 2018".

ARTICLE 6 : NON VERSAMENT, REVERSAMENT E SUSPENSION

En cas de non respecte de las obligacions del beneficiari, la subvencion o lo sòlde d'aquesta a pas a èsser versat.

Dins los meteisses cas, lo Gropament se resèrva lo drech de demandar lo reversament de las somas indegudament mandatadas, siá dins lor integralitat, siá a deguda proporcion e que correspondon a la part non realizada o non confòrma a l'objècte de l'ajuda.

Dins totes los cas, la demanda de reversament pel Gropament interven après una mesa en demòra qu'informa lo beneficiari del risc de mesa en òbra d'una procedura de non-versament o de reversament e que lo convida a aportar totes los elements en sa possession que justifiquen del bon emplec dels fonds publics alogats.

Aquela mesa en demòra es facha per letra recomandada ambe acusat de recepcion. Lo beneficiari dispausa d'un delai de 2 meses corrents a comptar de la recepcion d'aquela mesa en demòra per tal de fornir aqueles elements.

Tanben, dins totes los cas, lo Gropament se resèrva lo dreit de suspendre lo pagament dins l'encastre d'un contraròtle sus peças e/o sus plaça.

ARTICLE 7 : OBLIGACIONS PARTICULARAS

Lo beneficiari de la subvencion deu prevenir per letra recomandada ambe acusat de recepcion lo Gropament de tot eveniment d'importància susceptible de venir entravar l'atenta dels objectius tals coma :

- de dificultats financièras importantas;
- la remesa en causa o la cessacion del projècte;
- lo cambiament de l'equipa en carga del projècte.
- etc.

ARTICLE 8 : CONTRARÒTLE E EVALUACION

Lo Gropament pòt efectuar, segon tota procedura que li conven, una evaluacion de las politics del beneficiari en matèra de desvolopament de la transmission e de l'usatge de l'occitan. Lo beneficiari respond a cada demanda d'informacions desiradas pel gropament.

ARTICLE 6 : NON VERSEMENT, REVERSEMENT ET SUSPENSION

En cas de non respect des obligations du bénéficiaire, la subvention ou le solde de celle-ci n'a pas à être versé.

Dans les mêmes cas, le Groupement se réserve le droit de demander le reversement des sommes indûment mandatées, soit dans leur intégralité, soit à due proportion, correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de l'aide.

Dans tous les cas, la demande de reversement par le Groupement intervient après une mise en demeure informant le bénéficiaire du risque de mise en œuvre d'une procédure de non-versement ou de reversement et l'invitant à apporter tous les éléments en sa possession justifiant du bon emploi des fonds publics alloués.

Cette mise en demeure est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, le bénéficiaire disposant d'un délai de 2 mois courant à compter de la réception de cette mise en demeure.

En outre, dans tous les cas, le Groupement se réserve le droit de suspendre le paiement dans le cadre d'un contrôle sur pièces et/ou sur place.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS PARTICULIÈRES

Le bénéficiaire de la subvention doit prévenir par lettre recommandée avec accusé de réception le Groupement de tout événement d'importance susceptible de venir entraver l'atteinte des objectifs tels que :

- des difficultés financières importantes,
- la remise en cause ou la cessation du projet,
- le changement de l'équipe en charge du projet.

ARTICLE 8 : CONTROLE ET EVALUATION

Le Groupement peut effectuer, selon toute procédure qui lui convient une évaluation des politiques du bénéficiaire en matière de développement de la transmission et de l'usage de l'occitan. Le bénéficiaire répond à chaque demande d'informations souhaitées par le Groupement.

ARTICLE 9 : CADUCITAT

La subvencion, objècte de las presentas, es caduca de plen drech :

- Se la realizacion completa del programa e sa demanda de pagament es pas justificada pel beneficiari dins un delai d'un an a comptar de la fin del programa tala coma determinada dins la presenta convencion ;
- Se lo beneficiari a fach conèisser per corrièr sa decision de realizar pas l'accion subvencionada.

Aquela anullacion entraïna lo reversament de la soma ja cobrada pel beneficiari al Gropament. Lo sòlde es anullat de plen dreit.

ARTICLE 10 : RÈGLEMENT DELS LITITGES

Las partidas convenon que tot lititge que poiriá nàisser de l'aplicacion de la presenta convencion es deferat, per la partida mai diligenta, alprès del Tribunal Administratiu de Tolosa.

ARTICLE 11 : EXECUCION

Lo Director del Gropament es cargat de l'execucion de la presenta convencion dont un exemplar original es adreçat al beneficiari e una còpia a l'agent comptable del Gropament.

Tolosa/Toulouse, le :

**Pel Gropament / pour le Groupement
Lo Director / Le Directeur**

Estève CROS

ARTICLE 9 : CADUCITÉ

La subvention, objet des présentes, devient caduque de plein droit :

- Si la réalisation complète du programme et sa demande de paiement n'est pas justifiée par le bénéficiaire dans le délai de 1 an à compter de la fin du programme telle que fixée dans la présente convention;
- Si le bénéficiaire a fait connaître par courrier sa décision de ne pas réaliser l'action subventionnée.

Cette annulation entraîne le reversement de la somme déjà perçue par le bénéficiaire au Groupement. Dans ce cas, le solde est annulé de plein droit.

ARTICLE 10 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties conviennent que tout litige pouvant naître de l'application de la présente convention sera déféré, par la partie la plus diligente, auprès du Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE 11 : EXÉCUTION

Le Directeur du Groupement est chargé de l'exécution de la présente convention dont un exemplaire original est adressé au bénéficiaire et une copie à l'agent comptable du Groupement.

Pau, le :

**Pour le Bénéficiaire
Le Président**

Daniel BARNEIX

**AVENANT N°17.2003 À LA CONVENTION N°170029
ANNADA / ANNÉE: 2017**

**Beneficiari / bénéficiaire :
Lo Centre de Formacion Professionalala Occitan d'Aquitània**

Vista la convencion constitutiva del Gropament Office Public de la Langue Occitane – Ofici Public de la Lengua Occitana aprobada a Tolosa per arreatat prefectoral publicat al Recuèlh dels Actes Administratius lo 24 de setembre de 2015,

Vu la convencion constitutive du Groupement Office Public de la Langue Occitane – Ofici Public de la Lengua Occitana approuvée à Toulouse par arrêté préfectoral publié au Recueil des Actes Administratifs le 24 septembre 2015,

Vist lo dossièr despausat pel beneficiari : Centre de Formacion Professionalala Occitan d'Ortès çai-après denommat lo beneficiari e enregistrat ambe lo numerò170029,

Vu le dossier déposé par le bénéficiaire : Centre de Formacion Professionalala Occitan d'Orthez, ci-après dénommé le bénéficiaire, et enregistré sous le numéro170029,

Vista la deliberacion n° AG171215.04 de l'Assemblada Generala del Gropament Office Public de la Langue Occitane – Ofici Public de la Lengua Occitana en data del 15/12/2017,

Vu la délibération n° AG171215.04 de l'Assemblée Générale du Groupement Office Public de la Langue Occitane – Ofici Public de la Lengua Occitana en date du 15/12/2017,

Vistas la deliberacion n° AG170331.06 de l'Assemblada Generala del Gropament Office Public de la Langue Occitane – Ofici Public de la Lengua Occitana en data del 31/03/2017 e la convencion n°C17.0411 signada en data del 6 de junh de 2017,

Vu la délibération n°AG170331.06 de l'Assemblée Générale du Groupement Office Public de la Langue Occitane – Ofici Public de la Lengua Occitana en date du 31/03/2017 et la convention n°C17.0411 signée en date du 6 juin 2017,

Vista la delegacion attribuida al Director per l'article 14 de la convencion constitutiva del Gropament,

Vu la délégation attribuée au Directeur par l'article 14 de la Convention constitutive du Groupement,

Entre lo Gropament Office public de la langue occitane – Ofici public de la lenga occitana, çai-après denommat lo Gropament, representat per son Director, autorizat per deliberacion de l'Assemblada generala.

Entre le Groupement Office public de la langue occitane – Ofici public de la lenga occitana, ci-après dénommé le Groupement, représenté par son Directeur, autorisé par délibération de l'Assemblée générale,

E lo beneficiari :

Et le bénéficiaire :

Lo Centre de Formacion Professionalala Occitan (CFPÒc) d'Aquitània, représenté par M. Jean-Brice BRANA, President,

Le Centre de Formacion Professionalala Occitan (CFPÒc) d'Aquitaine, représenté par M. Jean-Brice BRANA, Président,

Es estat convengut çò que seguís :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJÈCTE

ARTICLE 1 : OBJET

L'article 1 de la convencion sus-mençonada es modificat coma seguís :

ARTICLE 1 NOVÈL :

"Dins l'encastre de las mesuras presas per l'Etat et las Regions Novèla-Aquitània e Occitània pel mejan del Gropament Ofici Public de la Lengua Occitana, es attribuit al beneficiari CFPOC Aquitània :

- una primièra subvencion per l'organizacion de formacions a l'occitan pels adultes dins lo sud d'Aquitània (Pirenèus-Atlantics e Lanos) en 2017,
- una segonda subvencion per compensar lo còst real de la formacion dels professors dins lo quadre del dispositiu de las borsas Ensenhar, lo desvolopament de l'ofèrta de corses per adultes en Gironda e Òlt-e-Garona, lo renfortiment dels estagis linguistics a destinacion dels estudiants de l'Universtitat de Pau e dels Païses de l'Ador inscrits en Licéncia Miash.

La presenta convencion a per objècte de precisar las modalitats de mesa en òbra d'aquela decision."

ARTICLE 2 : DELAIS DE REALIZACION

Lo primièr alineà de l'article 3 de la subvencion sus-mençonada es modificat coma seguís :

Primièr alineà novèl :

"Per la primièra subvencion, lo programa subvencionat comença lo 1/01/2017 e s'acaba lo 31/12/2017.

Per la segonda subvencion, lo programa subvencionat comença lo 1/01/2017 e s'acaba lo 31/12/2018."

ARTICLE 3 : MONTANT DES SUBVENTIONS

L'article 4 de la convencion sus-mençonada es modificat coma seguís :

ARTICLE 4 NOVÈL :

"Lo montant total de l'ajuda atribuida al beneficiari es de 85 000 € : 60 000 € pour la premièra subvencion et 25 000 € per la segonda subvencion, aquela subvencion essent repartida coma exposausat :

- 8 000 € per la compensacion del còst de

L'Article 1 de la convention sus-mentionnée est modifié comme suit :

ARTICLE 1 NOUVEAU :

"Dans le cadre des mesures prises par l'État et les Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie par le moyen du Groupement d'Intérêt Public Office Public de la Langue Occitane – Ofici Public de la Lengua Occitana, il est attribué au bénéficiaire : CFPOC Aquitaine :

- Une première subvention pour l'organisation de formations à l'occitan pour les adultes dans le sud de l'Aquitaine (Pyrénées-Atlantiques et Landes) en 2017;
- Une seconde subvention pour compenser le coût réel de la formation des professeurs dans le cadre du dispositif des bourses Ensenhar, le développement d'une offre de cours pour adultes en Gironda et Lot-et-Garonne et le renforcement des stages linguistics organisés par le CFPOC pour les étudiants de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour inscrits en licence Miash.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre de cette décision.

ARTICLE 2 : DÉLAIS DE RÉALISATION

Le premier alinéa de l'article 3 de la subvencion sus-mentionnée est modifié comme suit :

Premier alinéa nouveau :

"Pour la première subvention, le programme subventionné commence le 1/01/2017 et s'achève le 31/12/2017.

Pour la seconde subvention, le programme subventionné commence le 1/01/2017 et s'achève le 31/12/2018."

ARTICLE 3 : MONTANT DES SUBVENTIONS

L'article 4 de la convention sus-mentionnée est modifié comme suit :

ARTICLE 4 NOUVEAU :

"Le montant total de l'aide attribuée au bénéficiaire est de 85 000 € : 60 000 € pour la première subvention et 25 000 € pour la seconde subvention, cette subvention étant répartie comme suit :

- 8 000 € pour la compensation du coût

- la formacion dels professors dins lo quadre del dispositiu "Ensenhar";
- 15 000 € per las formacions a l'occitan en Gironde e en Òlt-e-Garona;
 - 2 000 € pel projècte ligat a la licéncia Miash.

S'agís de subvencions forfaitàrias."

ARTICLE 4 :

Dins lo demai de la convencion sus-mençonada, le terme "la subvencion" es remplaçat pel terme "las subvencions".

ARTICLE 5 : EXECUCION

Lo Director del Gropament es cargat de l'execucion del present avenent dont un exemplar original serà adreçat al beneficiari e una còpia a l'agent comptable del Gropament.

Tolosa/Toulouse, lo :

**Pel Gropament / pour le Groupement
Lo Director / Le Directeur**

Estève CROS

- de la formation des professeurs dans le cadre du dispositif Ensenhar;
- 15 000 € pour les formations à l'occitan en Gironde et Lot-et-Garonne;
 - 2 000 € pour le projet lié à la licence Miash.

Il s'agit de subventions forfaitaires."

ARTICLE 4 :

Dans le reste de la convention sus-mentionnée, le terme "la subvention" est remplacé par le terme "les subventions".

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le Directeur du Groupement est chargé de l'exécution du présent avenant dont un exemplaire original sera adressé au bénéficiaire et une copie à l'agent comptable du Groupement.

Ortès/Orthez, lo :

**Pour le Bénéficiaire
Le Président**

Jean-Brice BRANA